

CHAPITRE VI

L'ÉCHO DIFFERE D'UN TEXTE FONDATEUR.

L'article de Maurice Block est, de toute évidence, un texte fondateur. Mais s'il inaugure, dès 1872, la réception de l'œuvre théorique de Marx, celle-ci, pour autant, ne va pas se développer, durant la décennie suivante, selon une courbe régulière et continue. Tout au contraire, la découverte par les économistes de Marx comme théoricien *et* dirigeant politique constitue, en fait, un processus qui s'étire sur une dizaine d'années, et dont les étapes sont scandées tant par la conjoncture d'ensemble que par l'évolution interne de leur propre milieu.

Il est clair en effet que si c'est bien la vague de la Commune qui a fait connaître le nom du socialiste allemand et porté Maurice Block à lire *Le Capital*, le reflux du socialisme en France durant la première moitié de la décennie 1870 n'incite guère les économistes à approfondir cette étude. L'écho du texte de Block est ainsi, en quelque sorte, différé. L'heure est de fait au triomphe du libéralisme français, sans doute à l'apogée de sa puissance. Et aux yeux de celui-ci, durant quelques années, Marx ne reste encore que le chef d'une Internationale dont on cherche - avec un reste d'appréhension, qui sera vite dissipé - à mesurer l'influence déclinante. Il faudra attendre 1876 pour que, à travers l'âpre débat sur le socialisme de la chaire qui secoue le milieu des économistes, certains d'entre eux commencent à prêter intérêt au *Capital*.

1- Le rayonnement du libéralisme français au début des années 1870

Une influence politique réelle

Le coup d'État de 1851 avait choqué nombre d'économistes, attachés aux libertés publiques, et qui s'étaient abstenus de toute activité politique directe sous l'Empire. Le changement de régime n'est donc pas pour leur déplaire. Plusieurs d'entre eux, et non des moindres, vont désormais briguer les suffrages de leurs concitoyens. Cependant en ces difficiles années d'enfance de la République, où le sort des institutions elles-mêmes est en jeu, leurs engagements sont divers. Anselme Batbie - le premier économiste universitaire, qui enseignait depuis 1864 à la faculté de droit de Paris - est en 1871 un député orléaniste convaincu. Il deviendra ministre de l'Instruction publique en mai 1873, sous l'égide de Mac-Mahon.

Le royalisme de Batbie tient pourtant de l'exception. Les autres grands noms du libéralisme se déclarent en effet pour la république, à condition toutefois qu'il s'agisse d'une république très modérée. Gustave de Molinari, notamment, se prononce en ce sens¹. Et c'est aussi dans ce cadre, celui du centre-gauche où se retrouvent beaucoup d'orléanistes ralliés à la république, que se rejoignent la plupart des économistes qui conquièrent un mandat. Léonce de Lavergne, l'un des vice-présidents de la Société d'économie politique, et Louis Wolowski, l'ancien représentant du peuple à la Constituante de 1848, sont élus députés dès 1871². Joseph Garnier, candidat républicain mais battu cette année là, deviendra

¹ Gustave de MOLINARI, "La question constitutionnelle, les conditions d'existence de la République", *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1872, p. 429-453.

² Devant les charges financières liées à la défaite, ils proposent tous deux l'établissement d'un impôt sur le revenu, que Thiers refuse. cf Alexandre ZÉVAES, *Histoire de la Troisième République*, Ed. de La nouvelle revue critique, 1938, p. 60.

sénateur en 1876. Quant à Frédéric Passy - neveu d'Hippolyte Passy, l'ancien ministre de Louis-Philippe - il siégera également au centre-gauche après son élection comme député de Paris en 1881.

Mais la carrière politique la plus brillante est sans conteste celle de Léon Say. Fils du négociant Horace Say, qui contribua fortement à organiser le réseau des économistes, le petit-fils de Jean-Baptiste est administrateur de la Compagnie des chemins de fer du Nord, et il côtoie de près industriels et banquiers, tout en assurant la diffusion de la science économique à travers articles et conférences. Sur ce plan, son nom reste surtout lié au *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, dont il co-dirigera la publication, en 1891-1892, avec Joseph Chailley-Bert. Il est toutefois significatif que ce dernier - dans l'article du *Supplément au Nouveau Dictionnaire* qu'il consacre à Léon Say, après sa mort en 1896 - considère que "la partie la plus durable de sa gloire, il l'a acquise en sa qualité d'homme d'État (...) n'oubliant jamais les enseignements de la science économique³". C'est qu'il fut le seul des économistes de la fin du siècle à disposer d'un si réel pouvoir. En effet, élu en février 1871 à l'Assemblée nationale où il siège lui aussi au centre-gauche, Thiers le nomme d'abord en juin, au lendemain de la reconquête de Paris, préfet de la Seine. Mais il n'allait pas tarder - en décembre 1872, dans le cabinet Dufaure - à devenir ministre des finances. Un poste essentiel qu'il occupera à six autres reprises, jusqu'en juillet 1882, servant indifféremment sous la présidence de Thiers, de Mac-Mahon et de J. Grévy.

"A vrai dire, note avec fierté son biographe, de 1872 à 1882, il fut le ministre des finances de la France". Malgré quelque exagération, l'observation n'est pas fautive. Car ses entrées dans le monde de la haute banque - il est ami des Rothschild - permirent à L. Say de "conseiller" Thiers dans le lancement et la gestion des emprunts destinés à financer l'indemnité de guerre. Mais de plus, à la tête du groupe de pression libre-échangiste, il réussit, pour un temps, à écarter les tentations protectionnistes que le poids de cette indemnité avait fait renaître en 1871. De même qu'il parvint, en 1882, à faire échouer les projets de

³ Joseph CHAILLEY-BERT, art. "Say, Léon", *Supplément au Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, (à compléter) p. 262.

renforcement du contrôle de l'État sur les compagnies de chemins de fer, voire de leur rachat, qu'envisageait Gambetta⁴.

Le rôle joué par Léon Say, qui préside à l'époque la Société d'économie politique, témoigne donc de l'influence politique conquise un moment par le libéralisme. Celle-ci toutefois ne pourra pas résister longtemps aux assauts du protectionnisme qui, s'amorçant dès le début des années 1880, va triompher dix ans plus tard.

Cette reconnaissance politique, au début des années 1870, vient ainsi récompenser, en quelque sorte, l'action opiniâtre des économistes. D'ailleurs, le "groupe de Paris" est sans doute alors à l'apogée de son rayonnement. Ses chefs de file, en effet, connaissent tour à tour l'honneur d'être cooptés à l'Académie des sciences morales et politiques. Joseph Garnier y siège à partir de 1873, aux côtés de Hippolyte Passy - ainsi que de Michel Chevalier, Louis Wolowski, Henri Baudrillart et Émile Levasseur, élus sous le Second Empire. Paul Leroy-Beaulieu y pénètre en 1877, suivi de Léon Say et de Maurice Block, admis en 1880. Courcelle-Seneuil, quant à lui, remplacera en 1882 J. Garnier, décédé l'année précédente. Les autres points d'appui du lobby libéral demeurent solides. La Société d'économie politique s'étoffe, en recrutant notamment dans la haute administration ; tandis que les éditions Guillaumin et le *Journal des Économistes* prospèrent. La *Revue des Deux Mondes* enfin, qui lui est largement ouverte, ainsi que le *Journal des Débats* où il a ses entrées, permettent au libéralisme de toucher le public cultivé.

Reste le problème posé de façon récurrente, et jamais résolu, de l'enseignement universitaire de l'économie politique, où se nouent des implications politiques, idéologiques et corporatistes complexes. La discipline se trouve, il est vrai, dans une situation très paradoxale. Son caractère scientifique - hautement revendiqué, et exposé dans les copieux *Traité*s rédigés sous l'Empire - est maintenant largement reconnu par les élites. D'autant que les économistes ne se privent pas de faire ressortir la part qu'ils ont prise dans la défense de la société, en mettant leur science au service de la lutte contre la subversion révolutionnaire. Et pourtant

⁴ Jean-Marie MAYEUR, *Les Débuts de la III^e République 1871-1898*, Paris, Le Seuil, 1973, p. 120.

l'Université reste, pour l'essentiel, fermée à une doctrine libérale qui continue d'inquiéter des traditions économiques et politiques encore puissantes⁵.

La reconnaissance scientifique de l'économie politique est d'abord le fait, bien sûr, de l'Académie. C'est elle qui sélectionne les jeunes chercheurs, par son système de concours, et qui assure la promotion des lauréats. Dans les années 1860 elle a fait ainsi connaître, en les distinguant à plusieurs reprises chacun par ses prix, E. Levasseur, A. Batbie, C. Juglar et P. Leroy-Beaulieu⁶. Mais la valeur scientifique de l'économie politique est aussi légitimée par les deux chaires du Collège de France qui lui sont consacrées⁷. Et pourtant, hors de ce prestigieux établissement, la matière

⁵ Cette situation paradoxale ressort clairement d'un article du *Journal des Débats*, à la suite du refus opposé par l'Assemblée nationale à une pétition demandant l'enseignement de l'économie dans les écoles primaires. L'économie politique, écrit l'auteur, est déçue car outre la garantie scientifique dont témoigne le patronage de l'Académie, "elle se glorifiait d'avoir, elle aussi, contribué à défendre la société en combattant les utopies funestes du socialisme et les grossières aberrations du communisme ; elle se flattait d'avoir démontré par des arguments irréfutables que la propriété n'est pas le vol et que le capital ne mérite point d'être signalé à la colère du lion populaire comme l'oppresseur ou le tyran du travail ; elle se croyait donc quelques titres à la reconnaissance des conservateurs". Mais cela s'est heurté, poursuit l'article, à l'hostilité du rapporteur, "membre de l'extrême-droite", envers "cette science prétendue" dont les frontières sont si incertaines qu'elles "permettent des incursions téméraires dans le domaine de la philosophie et de la politique". Article repris dans *L'Économiste français*, 15 nov. 1873, p. 857.

⁶ Lucette LE VAN-LEMESLE, « La promotion de l'économie politique en France... », *op. cit.*, p. 289.

⁷ La première est occupée par Michel Chevalier, jusqu'à sa mort en 1879. Toutefois un "Cours d'histoire de l'économie politique" est créé en 1866 pour H. Baudrillart, qui avait suppléé M. Chevalier de 1852 à 1866. La seconde chaire est celle d'Émile Levasseur. Celui-ci assurait depuis 1868 un "Cours complémentaire d'histoire des faits et doctrines économiques", qui sera transformé à son profit, en 1871, en une chaire d'histoire des doctrines économiques. En 1885 cette chaire sera intitulée "Géographie, histoire et statistique économiques".

ne se trouve officiellement enseignée qu'au Conservatoire des Arts et Métiers et à l'École des Ponts et Chaussées⁸. L'accès à l'Université lui demeure donc barré. Hormis, il est vrai, à la faculté de droit de Paris, où A. Batbie officie depuis 1864. Car Victor Duruy, qui a accepté la création de cette chaire, n'a pu vaincre les résistances des professeurs de droit. L'enseignement reste donc limité à Paris, où il n'est d'ailleurs que facultatif, et rapidement déserté.

L'École libre des sciences politiques

La lutte obstinée menée par les économistes pour ouvrir les portes des universités à leur discipline ne réussira pas mieux en 1872, lorsque la question se trouvera à nouveau posée⁹. Mais ils vont néanmoins parvenir à diffuser leurs conceptions dans le milieu étudiant par une autre voie : la fondation d'un établissement d'enseignement supérieur privé, l'École libre des sciences politiques, qui reçoit ses premiers élèves en cette année 1872. L'économie politique s'étant, de longue date, constituée en marge de l'Université, il n'est pas vraiment surprenant de la voir, cette fois, réussir à toucher le public universitaire en contournant l'institution elle-même. Car ce sera bien là l'un des résultats de la nouvelle École - financée par des hommes d'affaires et des banquiers éminents tels Adolphe Eichtal, Henri Germain et Casimir Perier - et dont la création constitue, comme le note Lucette Le Van-Lemesle, "la véritable réussite du lobby libéral"¹⁰.

⁸ Au Conservatoire, la chaire d'"économie industrielle" est celle d'Ad. Blanqui, jusqu'à sa mort en 1854. Après quelques années de vacance, elle sera jointe en 1860 à celle de législation industrielle où enseigne Wolowski depuis 1839. Au décès de celui-ci, en 1876, lui succédera E. Levasseur (qui le suppléait déjà depuis 1871). Quant à la chaire de l'École des Ponts, créée en 1846 pour J. Garnier, elle est occupée par H. Baudrillard de 1881 à sa mort en 1892, où elle revient à Colson.

⁹ Lucette LE VAN-LEMESLE, "De la Société d'économie politique aux facultés de droit : caractères et paradoxes de l'institutionnalisation de l'économie politique en France au XIX^e siècle", *Économies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA*, Série P. E., 1986, 6, p. 231.

¹⁰ *Ibid.*, p. 229.

En fait le projet qui préside à la naissance de l'École dépasse le cadre strict de l'économie politique. Il s'inscrit dans cette réaction, très largement partagée dans les milieux intellectuels, qui attribue le triomphe de l'Allemagne en 1870 à sa supériorité spirituelle - forgée par la puissance de son système éducatif, et notamment celle de ses universités¹¹. L'objectif d'Émile Boutmy - et de son ami Taine, qui va parrainer l'École - est donc tout autant scientifique que politique. Il s'agit de combler le retard français¹², et de former des élites qui, grâce à un enseignement adapté relevant, de fait, des sciences sociales, se trouvent en prise réelle sur le monde contemporain. Des élites qui viennent aussi renforcer les classes supérieures de la société dont l'hégémonie politique se voit menacée ; sauf si - écrit le créateur de l'École, marqué par la Commune - "le flot de la démocratie se heurte à un second rempart fait des mérites éclatants et utiles de supériorités dont le prestige s'impose¹³".

L'organisation d'ensemble des enseignements correspond à ces hautes ambitions. Elle intègre, sur le substrat de la géographie et de l'ethnographie, l'histoire de la diplomatie (qui sera assurée par Albert Sorel), celle de l'économie, ainsi que celle de l'organisation militaire et administrative, que viennent compléter des études de législation comparée et un cours d'histoire morale et sociale, confié au philosophe Paul Janet. Elle répond par là à ce que Guizot, un autre parrain de l'institution, s'adressant aux fondateurs, désigne comme l'objet des

¹¹ Voir sur ce point, Claude DIGEON, *La Crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, Paris, PUF, 1959, p. 74-75 et 364-372 (ch VII : "La nouvelle université et l'Allemagne").

¹² "La haute instruction libérale, écrit Boutmy, n'existe pas en France ; il faut l'organiser (...). (C'est) le plus urgent de nos problèmes politiques (...) Il peut paraître singulier que je choisisse le lendemain d'une si terrible épreuve pour parler d'institution supérieure. Je le fais à dessein. C'est l'Université de Berlin qui a triomphé à Sadowa". E. BOUTMY, lettre à E. Vinet, 25 février 1871 ; citée par Lucette LE VAN-LEMESLE, "La promotion de l'économie politique...", *op. cit.*, p. 290.

¹³ *Ibid.*, p. 290 note 105.

sciences politiques : "l'étude des divers faits sociaux, de leurs lois naturelles et de leurs cours historiques¹⁴". Cette définition éclaire le fait que, contrairement à ce qui sera le cas de la sociologie, l'émergence de la science politique ne se réalise pas en rupture avec l'économie politique. En effet, si l'empreinte du saint-simonisme et du positivisme¹⁵ marque la jeune discipline, celle-ci prend néanmoins fermement appui sur l'économie politique, cette science relativement récente mais déjà installée qui, fondée sur le principe de l'individu et de sa liberté, a su délimiter son domaine et sa méthodologie ; de sorte que, selon Taine, elle aboutit "sur plusieurs points à des conclusions universellement admises".¹⁶

De fait, l'ancrage libéral de la nouvelle institution est évident. Sur six cours organisés la première année, trois relèvent de la science économique. Émile Boutmy - professeur d'histoire des civilisations à l'École centrale d'architecture, très introduit dans les milieux de la presse où il a commencé sa carrière - est d'ailleurs lui-même membre de la Société d'économie politique. Et pour choisir les titulaires des cours, il s'entoure des conseils du professeur au Collège de France Émile Levasseur. Celui-ci va se charger d'un cours d'histoire des progrès agricoles, industriels et commerciaux. Anatole Dunoyer, conseiller d'État et fils de l'un des fondateurs du libéralisme, professe un cours d'histoire des doctrines économiques. Tandis que Paul Leroy-Beaulieu se voit confier un cours d'histoire des finances publiques, avec lequel il inaugure ses fonctions d'enseignant¹⁷.

¹⁴ GUIZOT, "A MM. Émile Boutmy et Ernest Vinet, fondateurs de l'École libre des sciences politiques", cité par Pierre FAVRE, "Les sciences de l'État entre déterminisme et libéralisme. Émile Boutmy (1835-1906) et la création de l'École libre des sciences politiques", *Revue française de sociologie*, XXII, 3, p. 451.

¹⁵ Pierre FAVRE, "Les sciences de l'État...", *op. cit.* p. 456.

¹⁶ TAINE, "De la fondation d'une Faculté libre des Sciences politiques", *Le Journal des Débats*, 17 oct. 1871 ; cité par Pierre FAVRE, *op. cit.* p. 450.

¹⁷ Pierre FAVRE, "Les sciences de l'État...", *op. cit.*, p. 450.

Il est donc clair que la fondation de l'École vient ainsi renforcer le rayonnement de l'économie politique. Non seulement son statut scientifique est entériné, mais il est mis à contribution pour légitimer, et fournir certains de ses paradigmes à cette science nouvelle, en cours de constitution, qu'est la science politique. Par ailleurs ces nouveaux enseignements permettent aux économistes d'étendre leur audience. Car l'École libre des sciences politiques a du succès. En effet, Boutmy ayant rapidement compris qu'il lui faut professionnaliser davantage ses cursus, elle acquiert bientôt une sorte de monopole dans la préparation des concours d'accès à la haute fonction publique¹⁸.

Cela ne sera pas sans conséquence sur l'évolution des facultés de droit. Devant cette concurrence et la fuite de leurs propres étudiants qui risque d'en résulter, elles finissent ainsi par accepter, en 1877, l'introduction en leur sein d'un enseignement obligatoire d'économie politique. Nous reviendrons sur les problèmes que ce triomphe apparent du libéralisme ne tardera pas à lui poser. Mais, dans l'immédiat, c'est bien par le biais de cette institution privée qu'est l'École de Boutmy que les économistes se trouvent enfin en mesure d'influer efficacement sur la formation des futurs cadres de l'État.

L'Économiste français*, complément et rival du *Journal

Ce n'est pas là, pourtant, l'unique voie par laquelle s'accroît la diffusion du libéralisme. En avril 1873, en effet, paraît le premier numéro d'un nouvel organe qui devait lui permettre d'élargir son public ; mais qui, dans le même temps, allait mettre un terme à l'hégémonie, jusque là complète, du *Journal des Économistes*. Il s'agit de *L'Économiste français*, lancé par Paul Leroy-Beaulieu dont nous venons de voir la récente nomination à l'École des sciences politiques

Il est vrai que P. Leroy-Beaulieu est un personnage particulièrement brillant et entreprenant. Né en 1843 dans une famille qui compte deux députés - son grand-père et son père - il complète de solides études de

¹⁸ *Ibid.*, p. 453-454.

droit par un séjour en Allemagne, dans les universités de Bonn et de Berlin, en 1864-1865¹⁹. Au retour, il se tourne vers l'économie politique, où ses débuts vont vite être remarqués. En 1867 déjà, il obtient un prix de l'Académie pour un mémoire sur la question des salaires qu'elle avait mise au concours. Cette étude paraîtra l'année suivante sous le titre *De l'état moral et intellectuel des populations ouvrières et de son influence sur le taux des salaires*.

Ce premier succès lui vaut d'être coopté très jeune - il n'a que vingt cinq ans - en 1868 à la Société d'économie politique ; tandis qu'il devient, dans le même temps, un collaborateur assidu de la *Revue des Deux Mondes*. En 1870 l'Académie distingue à nouveau - et à trois reprises la même année, ce qui est exceptionnel - ses travaux. Il en résulte la publication du *Travail des femmes au XIX^e siècle*, en 1873 ; suivi en 1874 de son *De la Colonisation chez les peuples modernes*. Cet ouvrage, où Paul Leroy-Beaulieu défend des thèses originales pour l'époque en faveur de l'entreprise coloniale, connaîtra un très large retentissement.

A 27 ans il est donc le plus prometteur des jeunes économistes, et il rehausse encore son prestige en épousant, en 1870, la fille de Michel Chevalier. Doué, travailleur et ambitieux, Paul Leroy-Beaulieu va s'atteler alors, avec sa chaire de l'École des sciences politiques, au défrichage d'un domaine qu'il connaît encore mal, les finances publiques. Cependant en quelques années, il en devient le spécialiste français reconnu, comme en témoigne le succès de son *Traité de la science des finances* (1877).

Depuis 1871 Paul Leroy-Beaulieu collabore activement au *Journal des Débats*. Mais en 1872-1873, c'est à la création d'un organe qui lui soit propre qu'il travaille. Son projet est d'envergure. Car s'il présente les objectifs de *L'Économiste français* comme essentiellement pratiques, il n'est pas douteux qu'il le conçoive aussi comme le moyen d'affirmer son

¹⁹ Concernant la biographie de Paul Leroy-Beaulieu, nous nous référons à : Maurice BASLÉ, "Paul Leroy-Beaulieu, un économiste français de la troisième République commençante", dans Y. BRETON et M. LUTFALLA, *L'Économie politique en France...*, op. cit., p.203-246 ; ainsi qu'à : Dan WARSHAW, *Paul Leroy-Beaulieu and Established Liberalism in France*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 1991.

indépendance de pensée dans le domaine doctrinal. Sur le plan théorique, en effet, Leroy-Beaulieu est un fervent libéral. Mais il ne se départit pas non plus d'un certain pragmatisme, où l'on peut déceler l'influence de Michel Chevalier, et qui l'oppose à l'ultra-libéralisme dominant au *Journal des Économistes*. C'est ainsi que sa défense de la colonisation implique une intervention de l'État qu'un Molinari, par exemple, refuse absolument. Il en ira de même - beaucoup plus tard, à la fin de sa carrière - de ses positions natalistes.

En outre il fait preuve, aussi, d'un libéralisme plus modéré que d'autres sur la question sociale. Paul Leroy-Beaulieu développe d'ailleurs à son endroit un intérêt marqué, que l'actualité troublée encourage bien sûr, et il lui consacre, on l'a vu, ses premiers travaux. En 1872 il publie de plus *La Question ouvrière au XIX^e siècle*, qui réunit certains de ses articles parus dans la *Revue des Deux Mondes* en 1870. L'orientation en est fortement anti-socialiste. Mais en même temps, l'auteur s'oppose à "ceux qui revendiquent l'emploi de la force et de l'intimidation dans la fixation des salaires", en s'appuyant pour ce faire sur un "axiome de la science économique" que lui-même juge dépassé parce qu'il affirme "entre les salariés et les entrepreneurs une inégalité naturelle des conditions toute à l'avantage des derniers²⁰". Ce sera ainsi pour lui l'occasion d'amorcer une critique d'Adam Smith, inédite à cette date dans les rangs du libéralisme.

On peut donc penser que cette différence de sensibilité va jouer pour inciter ce jeune homme aux dents longues à prendre l'initiative d'une nouvelle publication économique. Cependant la présentation qu'il en fait à la Société d'économie politique, où il annonce la naissance de *L'Économiste français*, est habile. Celui-ci, explique-t-il, "ne doit pas faire double emploi avec le *Journal des Économistes* qui a rendu tant de services à la science depuis plus de trente ans : ce n'est pas une concurrence, c'est un auxiliaire de la Revue mensuelle de la science économique (...) C'est principalement un organe pratique²¹". Mais l'hommage rendu aux anciens par le tout

²⁰ Paul LEROY-BEAULIEU, *La Question ouvrière au XIX^e siècle*, Paris, Charpentier et Cie., 1872, p. 54-55.

²¹ "Société d'économie politique (5 avril 1873). Fondation de *L'Économiste français*", *JDE*, 30 (88), avril 1873, p. 118.

nouveau rédacteur en chef ne trompe personne. D'ailleurs le "Programme" exposé à la une du premier numéro de *L'Économiste français* est plus explicite. Il s'agit, peut-on y lire, d'un "journal économique *pratique*", édité par une société de 250 actionnaires, commerçants et industriels, où se retrouvent aussi - à côté de députés de la Gironde et des Bouches-du-Rhône, départements de grand négoce - nombre de membres des principales chambres de commerce²². L'objectif est d'étudier les questions économiques afin d'éclairer une opinion qui ne manquera pas, à son tour, d'influer sur la Chambre des députés et le gouvernement.

On a donc là un projet plus politique (même si le périodique se défend d'une quelconque appartenance partisane) que théorique. D'ailleurs, la création du journal "n'est pas la fondation de quelques savants ou de quelques théoriciens, insiste insidieusement l'éditorial, c'est la fondation d'hommes pratiques, appartenant aux industries les plus diverses" ; ce qui implique toutes "garanties d'impartialité et de compétence à la fois²³". Cette affirmation d'hommes de terrain dont l'expertise s'opposerait à celle de savants coupés des réalités - et derrière laquelle se profilait la forte personnalité et le pragmatisme de Leroy-Beaulieu - n'était évidemment pas pour plaire à l'équipe du *Journal des Économistes*. Mais celle-ci doit surtout prendre acte de ce que, avec la naissance de *L'Économiste français*, s'achève son propre monopole idéologique dans la défense du libéralisme.

Pour autant, il est vrai que *L'Économiste français* apporte un sang neuf à la doctrine, et lui donne la possibilité d'approcher un public nouveau. Celui qui est visé est celui des "acteurs" économiques - industriels et négociants, banquiers et rentiers. Le journal, qui est hebdomadaire, met en effet à leur disposition les informations économiques et les statistiques qui

²² Outre les députés cités, le conseil d'administration de la société de *L'Économiste français* compte des membres des chambres de commerce de Bordeaux, Paris, Lyon et Reims, le vice-président de la chambre syndicale du commerce d'exportation, ainsi qu'un membre du Conseil supérieur du commerce et des administrateurs de grandes compagnies industrielles ou bancaires.

²³ "Programme", *EF*, 19 avril 1873, p. 1-3.

leur sont nécessaires ; l'analyse des marchés commerciaux voisine avec les cours de bourse. Mais le périodique est loin de s'en tenir là. En première page, un article de fond traitant d'une question d'actualité sert d'éditorial. Il est invariablement signé de Leroy-Beaulieu, qui donne ainsi le ton, d'autant qu'il dirige de près, également, chaque rubrique²⁴. Puis se succèdent les trois volets - économique, commercial et financier - qui structurent le numéro. Des papiers d'actualité côtoient des études beaucoup plus théoriques, qui se prolongent parfois sur plusieurs semaines. Des chroniques régulières concernant l'agriculture, les chambres de commerce, l'Outre-mer etc., complètent la documentation, qui comprend de plus un bulletin bibliographique étoffé. Au total, l'hebdomadaire réussit à maintenir un équilibre entre l'aspect doctrinal, qui n'est pas sacrifié, et les données pratiques. De sorte que tout en "complétant" le *Journal des Économistes*, *L'Économiste français* entretient aussi, sans conteste, une forme de rivalité avec lui.

Cela n'empêche pas nombre d'économistes - tels que Fr. Passy, Froust de Fontpertuis, G. de Puynode, Courcelle-Seneuil, Eugène Petit et d'autres - qui s'expriment dans le *Journal* de collaborer, à l'occasion, au nouvel organe. Mais l'on retiendra surtout deux cas particuliers, et différents, de participation croisée. Le premier est celui d'Arthur Mangin (1824-1887), un moment attaché à l'Instruction publique, et qui fut longtemps collaborateur du *Journal*. Il y créa dès 1859 la "Revue scientifique et industrielle" qu'il assura durant plusieurs années. Sa participation au périodique se fit plus épisodique, puis s'arrêta à la fin des années 1860. Nous le retrouvons vite, cependant, à *L'Économiste français* où, en 1874, il est chargé des comptes-rendus de la Société d'économie politique, dont il est membre depuis 1862. Il adjoindra rapidement à cette chronique une autre tâche : à partir de 1876, il rédige le "Bulletin du mouvement ouvrier", où il se montre - on le verra - particulièrement caustique, comme il sait l'être également dans les nombreux articles de fond qu'il rédige contre le socialisme. Il devient ainsi un des piliers de l'hebdomadaire, dont il était secrétaire de la rédaction au moment de sa mort²⁵.

²⁴ Dan WARSHAW, *Paul Leroy-Beaulieu...*, op. cit., p. 49.

²⁵ Edmond RENAUDIN, "Nécrologies de l'année 1887", *JDE*, 41 (2), février 1888, p. 333.

L'expérience de Maurice Block est par contre toute autre. On sait le rôle important que celui-ci joue au *Journal des Économistes*. Pourtant, sans se départir de ses fonctions à la revue, il va collaborer activement à *L'Économiste français*. A partir de 1874, il y est en charge d'une rubrique trimestrielle "Le mouvement économique et financier en Allemagne", et signe de plus, à l'occasion, des articles de fond. Son amitié avec Leroy-Beaulieu est certainement solide comme en témoigne, on l'a vu, les honneurs dont le directeur de *L'Économiste français* est chargé lors de son enterrement. En tous cas, il est le seul des économistes qui, présent régulièrement dans les deux rédactions, maintienne en quelque façon un lien de fait entre ces publications concurrentes.

Avec la création de l'hebdomadaire de Leroy-Beaulieu, c'est donc une première fissure dans l'unanimité du libéralisme français qui se fait jour. Encore ne s'agit-il plutôt que de rivalités personnelles et de différences d'approche qui ne remettent pas en cause l'unité sur les fondements théoriques. Il en ira tout autrement dans la seconde moitié de la décennie, quand les économistes libéraux sentiront leur hégémonie menacée par les doctrines venues d'Allemagne. C'est d'ailleurs dans la foulée de la lutte idéologique intense qui les opposera alors aux socialistes de la chaire, que *Le Capital* commencera à intéresser les économistes. Mais d'ici là, il faut bien reconnaître que la conjoncture encourage mal la curiosité à l'égard de son auteur.

2 - L'Internationale : "un corps sans muscle et sans tête"

Certes en 1872 l'article de Maurice Block, tout en confirmant le rôle de Marx dans l'Internationale, a focalisé l'attention sur son œuvre théorique. Mais son écho immédiat a été en fait limité, nous le verrons bientôt. C'est bien en effet le déferlement de passion déchaîné par l'AIT durant la Commune qui fait émerger en France la figure du socialiste allemand. Le texte de Block, porté par cette houle, en constitue pourrait-on dire la crête, bien qu'il s'y inscrive, on l'a vu, d'une manière décalée. Et

de même que la vague de frayeur suscitée par l'Internationale a fait sortir Marx de l'ombre, de même son reflux tend à l'y replonger.

Ce mouvement pendulaire se lit clairement à travers la presse des économistes. De 1873 à fin 1876, Marx n'en est pas totalement absent, mais il est visible qu'il retient peu l'attention. Durant cette période en effet, nous n'avons relevé, dans le *Journal des Économistes* et *L'Économiste français* réunis, que quatorze articles mentionnant son nom. Encore doit-on noter que l'on n'a affaire, en général, qu'à des références courtes, bien que souvent très révélatrices ; trois seulement de ces articles offrant des exposés plus substantiels. Par ailleurs l'analyse de l'ensemble des textes qui évoquent Marx est significative : la moitié d'entre eux concernent l'Internationale en 1873 et 1874²⁶. La stature politique de son dirigeant est donc bien ce qui retient malgré tout l'attention des économistes. Toutefois il est évident que la rapide déliquescence de l'AIT ne les encourage pas à se pencher trop longuement sur son chef déchu, ni, surtout, à approfondir son œuvre théorique.

La scission de l'Internationale

Les économistes suivent pourtant avec application les congrès de l'Internationale, comme fascinés par une Association qu'ils ont tant redoutée, mais c'est pour se persuader que le déchirement de l'organisation en scelle bien la mort. Curieusement, l'importance du congrès de La Haye en 1872 - où Marx obtient l'expulsion de Bakounine et de James Guillaume, ainsi que l'installation du Conseil général à New York - semble leur avoir échappée²⁷. Ce n'est donc qu'en 1873 que les

²⁶ *L'Économiste français* ne mentionne Marx qu'à cinq reprises, dont quatre à propos de l'AIT, et seulement en 1873 et 1874. Le *Journal des Économistes* lui fait référence dans neuf articles, dont trois concernent l'Internationale.

²⁷ La police française, en revanche, s'intéresse vivement au congrès de La Haye. Quinze jours avant son ouverture, alors que des indicateurs colportent de folles rumeurs sur les projets de Marx (attentat contre Thiers, grèves révolutionnaires armées dans toute l'Europe etc.), une note provenant de Genève (17 août) indique : "L'Internationale va

journaux économiques constatent la scission de l'Internationale, lorsque deux congrès internationaux se réunissent, pratiquement en même temps, à Genève. Joseph Garnier, qui tient toujours Marx pour "l'ancien secrétaire de M. de Bismarck", ne manque cependant pas de clairvoyance. Il perçoit dans cette opposition des "autoritaires" et des "anarchistes" - conduits par Bakounine, "cynique théoricien du bouleversement et du gâchis social" - la preuve de ce que "ce mouvement, qui n'a jamais eu l'importance que l'opinion publique effrayée lui a donnée, devient insignifiant²⁸ "

Quant à Paul Leroy-Beaulieu, il semble d'abord plus circonspect. Il fait la "une" de *L'Économiste français*, quatre semaines de suite, avec un long récit circonstancié des deux congrès parallèles de Genève, auxquels il donne ainsi un relief considérable. Indécis sur le danger que peut encore représenter l'Association, le rédacteur en chef à visiblement fait le voyage pour assister lui-même aux séances. Il est frappé par l'origine géographique des délégués, et en déduit que s'oppose désormais à une "Internationale germanique" - formée d'éléments "plus doctrinaires, plus modérés et plus irrésolus" - une "Internationale latine²⁹". Celle-ci a rompu avec le Conseil général, qui "était sous l'influence d'un homme presque tout puissant, le célèbre Karl Marx³⁰". Certes cette Internationale latine - plus radicale, et qui n'hésite pas à envisager une "grève générale universelle³¹" - inquiète davantage l'économiste. Néanmoins, son

se diviser en deux grandes branches : la race latine sous la direction de Bakounine, et la race saxonne sous celle de Karl Marx". Cependant les rapports des informateurs sont souvent contradictoires, notamment sur le sens à donner au transfert du Conseil général : victoire de Bakounine, ou ruse de Marx ? Malgré tout s'impose l'idée que Marx représente "la domination allemande dans l'Internationale", et qu'elle est désormais contestée. Voir Jeannine Verdès, *op. cit.*, p. 99-106.

²⁸ Joseph GARNIER, "Chronique économique", *JDE*, 32 (94), oct. 1873, p. 167.

²⁹ Paul LEROY-BEAULIEU, "L'Association Internationale des Travailleurs (4e et dernier article)", *EF*, 18 oct. 1873, p. 733.

³⁰ *Ibid.*, 3e article, *EF*, 11 oct. 1873, p. 705.

³¹ *Ibid.*, 2e article, *EF*, 4 oct. 1873, p. 673-675. Leroy-Beaulieu discute longuement et avec pragmatisme cette perspective, et conclut qu'une grève internationale, métier par

diagnostic est sans appel. Manquant de cohésion et d'argent, l'Internationale ne doit pas effrayer. "C'est, dit-il, un corps sans muscle et sans tête ; ce je ne sais quoi peut s'agiter, mais d'ici à longtemps il ne pourra agir avec ensemble et décision³²".

L'année suivante, au congrès de Bruxelles, Leroy-Beaulieu appréhende mieux les divergences politiques qui expliquent le rejet par cette Internationale *latine* du "grand pontificat de Karl Marx, le philosophe socialiste³³". Ses tenants "s'intitulent collectivistes et anarchistes" et refusent l'État ; c'est pourquoi, ajoute-t-il sans expliciter davantage, ils ont rejeté Marx. Il est clair qu'à nouveau les deux éditoriaux, copieux, de l'économiste ont pour but de rassurer ses lecteurs : l'Internationale n'est plus qu'une "confrérie", insiste-t-il, une simple "réunion de discoureurs qui va s'égrenant d'année en année³⁴".

Le *Journal des Économistes* a-t-il été impressionné par l'importance accordée en 1873 par Leroy-Beaulieu au congrès de Genève ? Toujours est-il qu'il charge un expert de suivre le congrès de 1874. L'expert se nomme Charles Mathieu Limousin (1840-1909). Et il présente l'originalité d'avoir siégé, aux côtés de Tolain et Fribourg, dans le premier bureau de la section française de l'AIT en 1865 où il suppléait son père malade³⁵. Ch. Limousin

métier, "pour n'être pas théoriquement irréalisable, est pratiquement fort improbable".

³² *Ibid.*, 3e article, *op. cit.* p. 707.

³³ Paul LEROY-BEAULIEU, "L'Association Internationale des Travailleurs", 1er article, *EF*, 19 sept. 1874, p. 341. On notera que Marx est loin d'être pour l'auteur un économiste. Il notait déjà l'année précédente que Marx "est un philosophe ou quelque chose d'approchant" ; *op. cit.*, 27 sept. 1873, p. 346.

³⁴ *Ibid.*, 2nd article, 26 sept. 1874, p. 374-375. "Où est la discipline, insiste l'économiste, où sont les trésors que l'imagination bourgeoise prête à cette Association ? Rien de cela n'existe".

³⁵ Jean MAITRON, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, *op. cit.* 2ème partie, T. 7, p. 167-168.

se détache pourtant de l'Internationale dès 1866, tout en continuant à s'intéresser aux questions ouvrières, ainsi qu'au mouvement coopératiste. Publiciste, il dirige à partir de 1872 le *Bulletin du Mouvement social*, fortement teinté de fouriérisme³⁶, devenu de 1880 à 1887 *La Revue du mouvement social*. L'étrange est que cet ancien mutuelliste, et ce militant coopérateur convaincu, se retrouve membre de ce cercle très fermé qu'est la Société d'économie politique, et collaborateur du *Journal des Économistes*. Il est possible que son appartenance maçonnique (depuis 1869) contribue à l'expliquer. Il est certain, en tous cas, qu'il n'y a pas que des amis³⁷.

Charles Limousin avait déjà suivi pour *Le Siècle*, en 1868 et 1869, les congrès de l'Internationale et, de plus, il y a certainement conservé des contacts. C'est pourquoi dans son long compte rendu du congrès de Bruxelles de 1874 - qui en vient, lui aussi, à la conclusion que l'AIT est une "association mourante" - il voit mieux que Leroy-Beaulieu l'opposition des idées de Bakounine et de Marx. Ce dernier, dit-il, "représente la doctrine de l'État organisant et dirigeant les diverses fonctions industrielles³⁸".

Ch. Limousin et la doctrine politique de Marx

Mais son apport de loin le plus intéressant est ce "Coup d'œil historique sur l'Internationale" qu'il signe dans le *Journal des Économistes* en avril 1875, et dans lequel il retrace, en une vingtaine de pages, la trajectoire de l'AIT. On ne s'étonnera pas de retrouver là une lecture de

³⁶ Arthur Mangin, rédacteur à *L'Économiste français*, et qui voue une solide inimitié politique et personnelle à Limousin, considère ce *Bulletin* comme "un honorable débris de ce qui fut naguère la phalange sociétaire". *EF*, 19 février 1876, p. 230.

³⁷ Artur Mangin, toujours lui, qui est l'un des plus virulents anti-socialistes de la Société d'économie politique, le qualifie de "loup socialiste qui s'est introduit, on ne sait comme, dans la bergerie économiste". *EF*, 15 janv. 1876, p. 72.

³⁸ Charles LIMOUSIN, "Le 7ème congrès de l'Internationale", *JDE*, 36 (107), nov. 1874, p. 223 et 219.

l'histoire de l'Internationale proche de celles de Tolain et de Fribourg. Limousin défend le bien-fondé d'une association purement ouvrière, mais déplore qu'à peine née celle-ci ait été "l'objet de tentatives d'embauchage politique". Ce furent d'abord, dit-il, des blanquistes, bientôt rejoints par "MM. Karl Marx et Bakounine, qui furent les principaux instruments de la déviation de l'association hors de son programme économique primitif³⁹". Le valeureux mutuellisme parisien doit donc affronter, à chaque congrès, les délégués étrangers, "Anglais, Allemands, Suisses, Belges, tous communistes à des degrés divers⁴⁰".

Quant à la lutte entre Marx et Bakounine, Limousin l'expose en utilisant les documents publiés "par l'ennemi de M. Bakounine, M. Karl Marx, dans un petit volume édité à Londres et fort curieux⁴¹". Bien qu'il n'en cite pas le titre, il s'agit là sans aucun doute de *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, parue en été 1873, où Marx et Engels (aidés de Lafargue) ont rassemblé les "preuves" des menées fractionnistes de Bakounine. Ces pièces à conviction, dont plusieurs ont été utilisées pour obtenir son exclusion à La Haye, semblent aujourd'hui plus que discutables. Mais elles ont, de fait, impressionné Ch. Limousin. Les citations des textes attribués à Bakounine qu'il y puise l'ont visiblement horrifié. Et les pages qu'il consacre à ces "folies hideuses" font apparaître le dirigeant anarchiste comme un véritable barbare, doublé d'un "fou féroce".

En contraste, Marx semble donc presque un modéré. "M. Karl Marx, écrit Limousin, n'est pas une figure moins curieuse, quoique plus correcte, que celle de M. Bakounine⁴²". Au portrait dessiné par Maurice Block, l'auteur ajoute deux éléments nouveaux : Marx est "israélite" et "ancien disciple de Hegel". L'indication de l'origine juive de Marx est ici publiée

³⁹ Charles LIMOUSIN, "Coup d'œil historique sur l'Internationale", *JDE*, 38 (112), avril 1875, p. 71-73.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 73.

⁴¹ *Ibid.*, p. 80.

⁴² *Ibid.*, p. 83.

pour la première fois dans la presse économique⁴³. L'information n'est pas étonnante sous la plume de Limousin qui connaît de l'intérieur le milieu internationaliste, où "l'argumentation" antisémite de Bakounine contre Marx est fréquente. Ce que relève d'ailleurs l'auteur qui voit dans l'affrontement des deux chefs, outre le heurt des doctrines, "la vieille hostilité de l'Allemand et de l'Israélite contre le Russe, *et vice versa*"⁴⁴.

Quant à ses idées, explique l'économiste, "M. Karl Marx est le véritable créateur du socialisme, ou plutôt du communisme allemand", dont Lassalle n'a fait que reprendre les conceptions. On retrouve ici la même affirmation du rôle de Marx exposé dans l'article de Maurice Block. Pourtant il ne semble pas que Limousin connaisse ce texte, car il ne mentionne même pas *Le Capital*. En tous cas, la perspective adoptée par l'auteur est très différente de celle de Block. C'est la doctrine politique de Marx qu'il entend présenter. Et il est, notons le, le premier à le faire - à sa façon évidemment !

"Le système Lassallien ou Marxiste consiste dans la main mise par l'État sur toutes les terres, sur tous les instruments de travail, sur tous les capitaux et leur exploitation par un procédé non indiqué."

Il ajoute que la différence d'avec Bakounine réside dans le fait que celui-ci

"veut détruire les États politiques, tandis que M. Karl Marx veut les conserver, s'en emparer, et leur faire décréter l'application de son système"⁴⁵.

Limousin n'a sans doute jamais lu directement d'autre écrit de Marx que sa polémique contre *l'Alliance de la démocratie socialiste*. Il n'empêche

⁴³ Elle est donnée, également, dans l'article consacré à Marx du *Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle* de Pierre LAROUSSE publié fin 1873, mais dont Limousin n'a certainement pas connaissance.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 83.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 83.

que l'on voit ici s'ébaucher - à partir précisément des débats qui ont déchiré l'AIT - la représentation originelle d'un Marx étatiste, tout à fait étrangère à celle qu'en donne M. Block d'après l'analyse du seul *Capital*. D'ailleurs quelque sommaire - et évidemment très discutable - que soit cet exposé qui assimile allègrement l'un à l'autre les deux socialistes allemands, il donne une certaine consistance politique à Marx, en dressant de lui, pour la première fois, le portrait d'un véritable dirigeant, en lutte pour le triomphe d'une doctrine déterminée.

On remarquera en effet que, jusqu'ici, la caractérisation de la stature politique de Marx n'allait guère au-delà de notations formelles sur sa fonction dans l'AIT. Il en est encore de même dans un texte à d'autres égards très intéressant, publié fin 1873. Il s'agit du long l'article que lui consacre le *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle* de Pierre Larousse. L'auteur, anonyme, y donne à voir un Marx philosophe, disciple de Darwin, qui tranche curieusement avec celui qui se dessine chez les économistes, et sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.

Mais en même temps le texte est très bien renseigné sur les œuvres du socialiste allemand - il mentionne en particulier le *Manifeste du parti communiste*, et le *Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte* - tout comme sur sa vie. Sur ce point le *Dictionnaire* est beaucoup plus fiable que les biographies précédentes. Il évoque de façon précise sa participation à la révolution de 1848 en Allemagne, et il replace la fondation de l'AIT dans la perspective de cette première expérience militante que fut la *Ligue des communistes* en 1847. Grâce à "la supériorité réelle de ses talents", continue l'auteur, Marx exerça "une influence prépondérante" dans l'Internationale. Il lui reconnaît la paternité des statuts de l'organisation, puis de *La Guerre civile en France*, avant d'exposer la création de l'Alliance par Bakounine, puis la riposte de Marx, "chef du parti des autoritaires", au congrès de La Haye⁴⁶.

Si les faits et gestes du révolutionnaire sont, on le voit, rapportés avec exactitude, sa doctrine politique, sans nul doute mal connue, est passée sous silence. Limousin est donc bien le premier qui commence à combler cette lacune, en même temps qu'il éclaire avec plus de précision le

⁴⁶ Pierre LAROUSSE, *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle*, T. X, p. 1292-1293.

rôle du dirigeant allemand dans la phase finale de l'Internationale. La perspicacité de l'économiste se révèle là assez remarquable, quand il décortique les manœuvres de Marx visant à exclure les bakouninistes avec l'appui des blanquistes, pour ensuite se débarrasser de ceux-ci par le transfert du siège de l'AIT à New York. C'est en connaisseur, on le sent, que Ch. Limousin apprécie ces manipulations politiciennes, qu'il dénonce cependant à la fin de son article, dans une conclusion assez habile pour être acceptée des libéraux bon teint. Concrétisant à ses débuts la solidarité des travailleurs, l'Internationale, écrit-il, "a versé dans l'utopie". Elle est devenue la proie "des rêveurs et des ambitieux non ouvriers pour tenter l'application de leurs systèmes *à priori* ou escalader le pouvoir⁴⁷".

Autrement dit, il en va de Marx comme de ces "faiseurs de systèmes" français que fustige Joseph Garnier. La critique de "l'utopie" socialiste est on ne peut plus orthodoxe. Et si Limousin a su donner un peu d'âme et de chair à la figure du dirigeant d'une Internationale déchuë qui a fait trembler, en son temps, les économistes, on ne voit pas, dans son article, ce qui pourrait les inciter particulièrement à approfondir la théorie du socialiste allemand.

3 - Marx et le mouvement socialiste allemand, vus par les économistes

Les économistes ne se trompent donc pas sur le sort d'une Internationale qui ne va pas tarder à disparaître. Cependant ils font preuve de moins de lucidité quant au dynamisme du mouvement socialiste allemand. On se rappelle que Maurice Block a pourtant attiré l'attention sur sa croissance rapide. Dans ses deux articles de 1872, il a affirmé avec force qu'en matière théorique, en Allemagne, Marx est "incontestablement chef d'école". La chose est d'ailleurs d'autant plus importante que, jusque là, Ferdinand Lassalle – créateur de l'Association générale allemande des travailleurs, en 1863, et décédé l'année suivante - continuait d'incarner le socialisme d'outre-Rhin aux yeux des économistes. Impressionnés en effet par sa personnalité d'un caractère brillant et incisif,

⁴⁷ Charles LIMOUSIN, *Ibid.*, p. 87.

ces derniers n'ont jamais pardonné au socialiste "autoritaire" la victoire qu'il a remportée, pour la direction du mouvement ouvrier, sur Schulze-Delitzch. Car c'est ce bourgeois libéral, initiateur des banques populaires et de coopératives non aidées par l'État, que les économistes avaient plébiscité depuis longtemps⁴⁸. Mais si M. Block présente avec finesse les orientations théoriques du socialisme allemand, ses textes ne permettent pas d'apprécier l'influence réelle de ces doctrines, d'évaluer la vigueur du mouvement ouvrier qu'il rencontre, et de prendre la mesure de sa complexité organisationnelle. Sur ces questions, le *Journal des Économistes* restera, curieusement, muet jusqu'en 1875.

Les indications sont plus concrètes dans *La Revue des Deux Mondes*. Le périodique, par ailleurs très ouvert aux économistes, est depuis toujours un des hauts-lieux du savoir français sur l'Allemagne. Des observateurs scrupuleux et lucides, souvent retour d'un voyage d'étude outre-Rhin, s'y succèdent. Ils livrent leurs analyses dans des séries d'articles qui se prolongent durant parfois plusieurs années. C'est ainsi que l'économiste belge Émile de Laveleye - l'un des introducteurs du *Capital* en France, dont nous reparlerons longuement - signe, de 1867 à 1869 une dizaine d'articles sur "L'Allemagne depuis la guerre de 1866". Après 1870, plusieurs collaborateurs habituels de la *Revue* se partagent l'information sur le nouvel Empire. Louis Reybaud, "l'inventeur" du socialisme, devenu dès avant 1848 l'un de ses critiques les plus acharnés, est de ceux-ci. Il fait ressortir l'ampleur de la vague de grèves qui secoue le pays en 1872, et situe dans ce contexte de fortes tensions sociales le congrès constitutif du socialisme de la chaire⁴⁹.

Quelques semaines plus tard, en septembre 1873, Ernest Lavisse inaugure à son tour une série de textes sur l'Allemagne, qu'il poursuivra jusqu'en 1876, par une étude sur "Les partis socialistes et l'agitation

⁴⁸ En témoignent, par exemple, les louanges adressées, dès 1860, au "philanthrope" Schulze-Delitzch par l'économiste Cherbuliez, dans "Des associations ouvrières", *JDE*, 28 (11), nov. 1860, p. 181.

⁴⁹ Louis REYBAUD, "La politique allemande à propos des grèves d'ouvriers", *RDM*, 15 juillet 1873, p. 439-453.

ouvrière en Allemagne". L'historien attire l'attention sur le rapide développement, dans cette conjoncture de crise sociale, de la presse ouvrière et des syndicats. Mais aussi sur l'influence croissante d'un socialisme de plus en plus radical, pour qui les socialistes de la chaire ne sont que des "socialistes brevetés de sa majesté le roi de Prusse⁵⁰". Surtout, Lavissee est le premier à exposer la division en deux fractions du socialisme allemand, et à mentionner - à côté de l'organisation lassallienne - l'existence des "démocrates socialistes", fortement influencés, note-t-il, par les idées de l'AIT et de Marx⁵¹.

Que les socialistes allemands tiennent à se démarquer de ce "socialisme" universitaire, très modéré, qu'est le socialisme de la chaire, sera d'ailleurs confirmé par Louis Reybaud en 1875⁵². Il le sera aussi la même année par le livre de Victor Tissot, *Voyage au pays des milliards*. Cet ouvrage, qui donnait pour la première fois au grand public une image de l'Allemagne nouvelle, fut un extraordinaire succès de librairie. L'importance que prenait dans l'Empire le socialisme n'y était pas éludée. Mais sans s'attacher à ses orientations idéologiques, l'auteur le présentait avec une certaine bienveillance tout en soulignant sa puissante implantation dans la classe ouvrière⁵³.

⁵⁰ Ernest LAVISSE, "Les partis socialistes et l'agitation ouvrière en Allemagne", *RDM*, 15 septembre 1873, p. 450.

⁵¹ *Ibid.*, p. 452. Lavissee relève également que le matérialisme, "la haine de Dieu", fondé sur les sciences naturelles, est une des spécificités du socialisme allemand qui "cite Linné, Cuvier, Humboldt, Lamarck, Lyell, Darwin". On notera que Reybaud, qui s'en inspire visiblement, va reprendre, en 1875, la même énumération, et l'utiliser pour dénoncer "le pédantisme" des tenants de Marx en Allemagne.

⁵² Louis REYBAUD, "Les agitations des ouvriers en Allemagne", *JDE*, 37 (109), janv. 1875, p. 16. "On devine également, écrit l'auteur, de quel œil les socialistes en blouse regardent les socialistes en frac, et surtout ces docteurs émérites que l'on a désignés sous le nom de socialistes de la chaire".

⁵³ Victor TISSOT, *Voyage au pays des milliards*, E. Dentu, 1875, p. 144-153. L'auteur affirme qu'à Leipzig, en tous cas, "la classe ouvrière est complètement gagnée aux idées socialistes". Puis il relate sa visite à Bebel, qui lui fait l'effet d'un "brave artisan"

Il semble donc que si la démarcation entre socialisme de la chaire et socialisme proprement dit est clairement vue en France, la scission organisationnelle de ce dernier, évoquée par Lavisser, l'est beaucoup moins. En fait, l'existence du "Parti social démocrate des travailleurs", créé par Bebel et Liebknecht en 1869 à Eisenach, semble à peine connue. *L'Économiste français* qui, durant cette période, ne consacre qu'un seul article à la question sociale en Allemagne, ne le mentionne pas⁵⁴. Il n'est donc pas étonnant que l'importance du congrès de Gotha en mai 1875, scellant l'unification entre les lassalliens et les socialistes "marxistes" d'Eisenach, échappe aux économistes. Joseph Garnier n'accorde que deux lignes, dans le *Journal des Économistes*, à ce qu'il appelle "l'entrée en campagne du parti républicain socialiste"⁵⁵. Il est vrai que quelques mois auparavant, le *Journal* avait publié un article de fond sur l'agitation ouvrière en Allemagne, signé de Louis Reybaud, qui traduisait une certaine inquiétude de la situation.

Alerté par le durcissement des grèves, l'économiste l'est davantage encore par l'irruption sur la scène politique des "démocrates socialistes".

et d'un "bon père de famille" - à cent lieues de ces socialistes français qui "prêchent l'anéantissement de la famille, et proclament la liberté de l'amour". Dans les paroles qu'il prête à Bebel, celui-ci, tout en défendant les thèses lassalliennes, se démarque du socialisme de la chaire qui "a fait un fiasco complet". "Il représentait les idées modérées, ajoute Bebel ; en effet ces messieurs s'imaginent qu'on fait une révolution comme on fait un article de journal"(p. 149). Le livre de Tissot a eu plus de cinquante éditions en quinze ans (voir Claude Digeon, *op. cit.*, p. 320), dont six tirages l'année même de sa parution.

⁵⁴ "La question sociale en Allemagne et la législation du Reichstag", *EF*, 14 mars 1874, p. 283-285. Cet article est "signé" anonymement par "R.". Il ne mentionne que l'opposition des lassalliens et de Schulze-Delitzsch, tous deux incapables de résoudre la question sociale. De sorte, explique-t-il, que face à la montée des grèves, s'est formé un troisième parti ; le parti "historico-éthique", c'est-à-dire le socialisme de la chaire, présenté ici de façon assez favorable, car il serait appeler "à diminuer l'importance du parti socialiste".

⁵⁵ Joseph GARNIER, "Chronique économique", *JDE*, 38 (114), juin 1875, p. 520.

Ils viennent en effet de briller dans des élections locales à Berlin, après avoir envoyé une vingtaine de députés au Reichstag. Le panorama que dresse Reybaud fait ressortir le poids des organisations syndicales et du courant lassallien, dont il retrace rituellement le combat fameux de son chef contre Schulze-Delitzsch. L'auteur cependant ne passe plus sous silence le rôle de Marx, comme il le faisait deux ans auparavant dans *La Revue des Deux Mondes*. "Voilà huit ans environ, convient-il, que son nom a acquis en Allemagne une certaine notoriété" à travers l'action de l'Internationale. Mais il semble bien que la passion vienne altérer quelque peu le jugement de l'analyste, qui affirme imprudemment :

"Karl Marx n'a été, pour les ouvriers allemands, qu'un nom en l'air et une influence de passage. A peine peut-on voir en lui un brouillon mystique, un esprit mal réglé (...) Il n'avait ni le souffle oratoire de Lassalle, ni le patient calcul de Schulze-Delitzsch (...) Le bagage de Karl Marx, comme chef de parti, n'a été ni bien nouveau, ni bien considérable⁵⁶ ".

L'économiste évoque aussi, mais de façon confuse, la scission du parti lassallien, puis la victoire du groupe dissident au parlement "sous le nom de *Démocrate-socialiste*, produit aggloméré, pour ainsi dire, des opinions de Lassalle et de Karl Marx, mal tempérées par les bonnes intentions et les actes louables de Schulze-Delitzsch⁵⁷".

La formule n'est, au fond, pas mal trouvée, pour caractériser un parti qui allait se doter, quelques mois plus tard à Gotha, d'un programme dont Marx fustigeait le contenu encore profondément lassallien. Ses critiques cependant n'étaient pas publiques, à l'époque. Et l'on doit admettre que l'influence propre du chef de l'Internationale se manifestant peu au grand jour, la tâche de l'observateur extérieur n'était pas aisée. Toutefois dès l'année suivante, nous y reviendrons, Laveleye va donner une vision autrement plus rigoureuse que celle de Reybaud de l'histoire et de la situation du socialisme révolutionnaire en Allemagne. Il est sûr,

⁵⁶ Louis REYBAUD, "Les agitations des ouvriers en Allemagne", *JDE*, 37 (109), janvier 1875, p. 18-19.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 20.

cependant, que les économistes français, quant à eux, en mesurent mal tant la vigueur que l'affiliation idéologique.

Dans ces conditions, on ne voit donc pas ce qui aurait pu conduire les économistes, durant ces années 1872-1875, à approfondir l'œuvre théorique de Marx. Sa stature de dirigeant de l'Internationale appartient déjà presque au passé, et sa fonction au sein du mouvement socialiste allemand - en réalité occulte - apparaît bien floue. C'est là ce qui explique, pensons-nous, l'écho limité, dans l'immédiat du moins, que rencontre l'article de Maurice Block.

4 - L'écho immédiat limité de Maurice Block

L'impact réel de cet article est évidemment difficile à cerner. Mais il semble pratiquement certain que les économistes qui vont s'exprimer sur *Le Capital* après 1875 ont eu, d'abord, leur attention attirée sur le sujet par le texte du *Journal des Économistes*. En tous cas, il est évident que les commentateurs dont nous aurons à reparler - Laveleye, Cauwès, Jourdan, ou Leroy-Baulieu - le connaissent, et ne manquent pas de le citer avec éloge⁵⁸. L'article de Block continuera d'ailleurs toujours à faire référence dans les années 1890, où il demeurera la base de toute bibliographie en langue française sur Marx⁵⁹.

⁵⁸ Emile de Laveleye, dans son article de 1876, mentionne "l'étude brève, mais très substantielle de M. Maurice Block" comme seul titre en français de sa bibliographie sur Marx " (p. 138, note 1). Alfred Jourdan, qui critique Marx dans son livre *Épargne et Capital* en 1879, indique : "Les personnes qui ne sont pas familières avec la langue allemande et surtout avec la manière de penser des Allemands, liront avec profit l'excellente analyse (du *Capital*) donnée par M. Maurice Block" (p.391, note 3). Il est par ailleurs le seul auteur à remarquer que Marx cite lui-même Block, dans la *Postface* de 1873, parmi, écrit Jourdan, "les témoignages favorables de la critique du *Capital*" (p. 395, note 12). (à compléter)

⁵⁹ Voir Eichtal et Bourdeau. Il n'est pas impossible que Georges Sorel ait pris un premier contact avec la doctrine de Marx à cette occasion.

Pourtant il paraît clair que Maurice Block, comme tout précurseur authentique, n'a pas fait école sur le moment même. A vrai dire, il existe pourtant une exception : dès sa parution, son article a incité un économiste connu, Louis Wolowski, à se pencher sur *Le Capital*. Il n'est pas impossible que ce libéral, modéré et ouvert, ait feuilleté le livre de Marx ; il est par contre très improbable qu'il l'ait lu véritablement. Mais toujours est-il que dans une conférence destinée à un public populaire, en octobre 1872, Wolowski s'élève contre la "doctrine périlleuse et fausse" développée par "M. Marx, le grand pontife de l'*Internationale*". Il s'agit en l'occurrence de la thèse des six heures de travail, qui suffiraient à l'ouvrier pour assurer sa subsistance. Wolowski la critique en la rabattant, plus explicitement encore que Block, sur la théorie proudhonienne selon laquelle "tout le produit de son travail" doit appartenir à l'ouvrier ; et en lui opposant l'argument classique de la nécessaire rétribution des services du capitaliste et de l'entrepreneur⁶⁰.

Il est néanmoins symptomatique que le *Journal des Économistes*, qui continue à prémunir ses lecteurs contre les doctrines subversives, ne mentionne pas le nom de Marx dans les deux articles de fond, fort copieux, qu'il consacre au socialisme en 1873⁶¹. Dans ces conditions, la surprise est grande de découvrir que Marx va cependant faire l'objet de l'une des très sérieuses discussions de la Société d'économie politique. Le *Journal des Économistes* présente en effet le compte rendu de la séance de

⁶⁰ Louis WOLOWSKI, "Sur l'utilité pour les ouvriers d'étudier l'économie politique", conférence organisée le 29 octobre 1872 par la Bibliothèque populaire du 5ème arrondissement de Paris, *JDE*, 28 (83), nov. 1872, p. 200-204.

⁶¹ Gustave de PUYNODE, "Les réformateurs d'à présent, leurs principales doctrines et quelques uns de leurs portraits", *JDE*, 30 (88) avril 1873, p. 35-64, et 30 (89), mai 1873, p. 181-195. L'auteur combat les partisans du crédit gratuit, de la liquidation sociale, du collectivisme et du mutuellisme. Il en va de même de COURCELLE -SENEUIL, dans "État de la question sociale", *JDE*, 32 (69), déc. 1873. Ce grand pourfendeur du socialisme de la fin de l'Empire estime pourtant que "ces théories antiques sont abandonnées : on n'y croit plus" ; mais il ajoute que "le sentiment socialiste est plus vivant que jamais", et il en voit la preuve dans les associations ouvrières et la participation aux bénéfices (p. 365).

décembre 1874 , où est débattu le thème suivant : "Sous le régime de la libre concurrence, l'ouvrier reçoit-il tout le prix de son travail?". Selon la coutume, la question a été proposée préalablement, par l'un des membres de l'institution, à la discussion de ses collègues. Il s'agit dans ce cas d'Hippolyte Passy, mais celui-ci étant absent ce soir là, c'est Maurice Block qui prend la parole :

"Il croit, rapporte la revue, que M. H. Passy a pensé, en posant la question, à la doctrine propagée avec tant d'ardeur et de persévérance par M. Karl Marx, et d'après laquelle l'ouvrier ne recevrait pas la totalité du salaire gagné. Tout le système de cet agitateur socialiste est établi sur cette proposition, présentée d'abord comme une hypothèse, mais traitée bientôt en vérité démontrée : que six heures de travail suffiraient à l'ouvrier, mais que le patron le force à travailler douze heures (...) C'est par ces heures supplémentaires que l'ouvrier est *exploité* par le patron⁶²".

Ce premier échange de vues, à la Société, sur la doctrine de Marx est intéressant à plus d'un titre. Il témoigne d'abord certainement de l'action personnelle de Block qui, en discutant avec ses collègues, est parvenu à susciter un certain intérêt de leur part pour le théoricien allemand⁶³. On notera ensuite que, ayant ainsi résumé à l'extrême la théorie du *Capital*, Block ajoute que son auteur n'a "pas fait l'ombre d'un effort pour prouver sa thèse", dont peuvent cependant s'emparer ceux qui veulent augmenter les salaires par la grève ; alors que les économistes "restent, au contraire, convaincus que le taux des salaires dépend de la situation des marchés⁶⁴". Le débat tourne donc rapidement à la répétition des thèses classiques du libéralisme sur les variations des salaires, le juste partage entre travail et capital etc. A Marx, présenté par Block à la fois comme auteur d'une déplorable théorie économique et agitateur socialiste, il n'est plus fait que

⁶² Société d'économie politique, "Le salaire est-il le juste prix du travail ? ", *JDE*, 36 (108), déc. 1874, p. 490-491.

⁶³ Maurice Block était déjà intervenu brièvement sur Marx lors d'une récente réunion de la SEP, en octobre 1874, touchant au socialisme de la chaire, ce qui avait certainement retenu l'attention de ses collègues.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 491.

de rapides allusions. Celles-ci prouvent, surtout, que les participants - parmi lesquels Clément Juglar, Léon Say, Frédéric Passy et Joseph Garnier - ne retiennent de Marx que ce qu'ils comprennent des explications de M. Block. C'est-à-dire fort peu de choses : essentiellement que Marx, comme tous les socialistes, réclame pour les ouvriers "la totalité de leur produit, en réalité la totalité de leur produit et du produit du travail des autres⁶⁵" ; qu'il ne prend en compte que le travail manuel, refusant de faire droit à l'épargne et au travail intellectuel de l'entrepreneur, violant ainsi la juste répartition du produit.

L'argumentation n'est pas nouvelle, et il en va de même de la conclusion de J. Garnier. Le seul moyen, pour lui, "de mettre à néant les prétentions mal fondées et les théories chimériques de M. Karl Marx et des autres socialistes" consiste à expliquer aux ouvriers le rôle bienfaisant du capital, et de la libre concurrence, ce "principe naturel d'organisation sociale". Car ajoute-t-il, "la doctrine de M. Marx, si doctrine il y a, comme celle des socialistes, n'a pas d'autre fondement que ces multiples ignorances⁶⁶".

De ce premier échange sur la doctrine - hypothétique, pour certains ! - de Marx, il ressort donc surtout que celui-ci n'a encore acquis aucune consistance théorique propre aux yeux des économistes. Rien ne le distingue de ces socialistes français, que les économistes connaissent de longue date. Les choses vont commencer à changer, cependant, avec l'ouverture du grand débat sur le socialisme de la chaire.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 493, intervention de Frédéric Passy.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 501.

DEUXIEME PARTIE

EMILE DE LAVELEYE, UN SOCIALISTE DE LA CHAIRE FACE A MARX

CHAPITRE VI.....	103
L'ÉCHO DIFFERE D'UN TEXTE FONDATEUR.....	103
1- Le rayonnement du libéralisme français au début des années 1870	104
Une influence politique réelle	104
L'École libre des sciences politiques.....	108
<i>L'Économiste français</i> , complément et rival du <i>Journal</i>	111
2 - L'Internationale : "un corps sans muscle et sans tête"	116
La scission de l'Internationale	117
Ch. Limousin et la doctrine politique de Marx	120
3 - Marx et le mouvement socialiste allemand, vus par les économistes.....	124
4 - L'écho immédiat limité de Maurice Block.....	129